L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

E. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73. Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 12 JUILLET 1861.

G. P. WEISSE, P. FLINET. N. DUPOUR, S. CAMBY. (Editeurs-Propriétaires)

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN, 12 JUILLET.

☞ Voir la seconde page, pour:

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six semaines. On paiera aux porteurs.

Vente à l'encan de ce jour.

Par B. Taquin, au troquais No 63, rue de la Bourse—Bottes et souliers, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, essuie-de-vie, sucriers, bouchons, etc.

Les gentilshommes forcés.

L'attention du public vient de se trouver attirée sur M. queuffre des enrôlements forcés par le débat soulevé depuis quelques journaux de la ville au sujet des correspondances adressées par M. Russell au Times de Londres, et par la publication récente des communications échangées entre M. Mure, le consul anglais, et les hommes de la Louisiane. Nous n'attachons, pour notre part, aux écrits de M. Russell que l'importance qu'ils méritent et nous ne partageons pas la susceptibilité qu'ont montrée au sujet des lettres de ce voyageur quelques-uns de nos confrères. Sous le rapport de la véracité de ses correspondances, la presse américaine n'est pas, en général, mieux partagée que la presse anglaise, et des erreurs d'observation presque inévitables ne sont pardonnées par une valeur antipathie pour jeter feu et flamme à propos d'appréciations qui n'ont qu'une valeur toute individuelle.

La discussion entre le représentant de la Grande Bretagne et le gouverneur de la Louisiane présente, au contraire, un caractère officiel qui donne aux faits sur lesquels elle est assise de gravité pour que le public n'en professe pas que conséquemment la presse en fasse l'objet de ses observations.

La question soulevée est de savoir s'il y a ou des hommes pressés au service des Etats Confédérés, et dans quelle proportion ont eu lieu ces enrôlements forcés, puis subséquemment quel a été le rôle des autorités de l'Etat et de la ville dans ces affaires. Nous dirons aussi la vérité sur les faits à leur apparition véritable que démontrent les enrôlements forcés à la Nouvelle-Orléans n'ont été que des cas toute-à-fait exceptionnels, et que jusque à ces faits chaque fois qu'une plainte a été portée.

LA TAXE SUR LES PROPRIÉTÉS DES STRANGERS.—La proposition que M. Morgan a présentée au Conseil des Aldermen n'est pas telle que nous l'avions comprise d'après le rapport de la séance du Conseil. La taxe proposée ne devrait s'appliquer qu'aux propriétés des étrangers non naturalisés et ne résidant pas à la Nouvelle-Orléans. Elle frapperait ainsi un grand nombre de gens du Nord et quelques européens qui tirent de leurs propriétés situées dans notre ville d'importantes revenus, sans participer aucune façon aux frais de la guerre qui a pour but de protéger ces mêmes propriétés. La question pourrait peut-être changer complètement de face.

Nécessités bons dont on qu'il connaît d'une bonne publique et un typographe actif et intelligent *sont* sujets des puissances étrangères *qui sont* encore sous le coup de la guerre. Quand *bons* d'une *bons* sont aux mains de *bons* mais *vendre* que *sont* pendre à la *bons* *bons* *bons* *bons* *bons* *bons* *bons* *bons* *bons* *bons* *bons* *bons* le, mais *c'est* l'affaire de la Législature ou du Congrès, *qui* *devra* *prendre* à *cœur* que le Conseil ne *peut* *pas* *pourvoir* *de* *retour* aux *bons* *pour* une *chose* *qu'elle* *ne* *proprietaires* *droit* une *question* *qui* *sera* *bien* *d'examiner*, car si l'on veut *punir* ce *vol* à *des* *citoyens*, il faut *frapper* *du* *trouver* *dans* le *vol*.

BIJOUX DE MARIAGE.—*Le* magasin *Madame* Saint Caroline est ouvert le 1er juillet devant Chartres en vente le meilleur et le plus nouveau assortiment de bijoux de mariage.

On remarque à la vitrine un grand assortiment de *parures* en *corail* et *perles* fines, *bracelets* *colliers* *boucles* d'oreilles, *épingles* *à* *cheveux* *peignes* *à* *cheveux* *bandeaux* *de* *diamants* *bagues* *de* *mariage* *et* *de* *fiançailles* *montres* *en* *or* *et* *en* *argent* *chaînes* *de* *montres* *et* *de* *cou* *boutons* *de* *manchettes* *et* *de* *chemises* *couverts* *à* *salade* *et* *à* *dessert* *cuillères* *à* *thé* *et* *à* *café* *services* *à* *thé* *et* *à* *café* *en* *argent* *et* *en* *plaqué* *de* *toutes* *les* *formes* *et* *les* *prix* *connus*.

Nous engageons *vivement* les *personnes* *qui* *désirent* *faire* *des* *cadeaux* *de* *mariage* *à* *visiter* *ce* *magasin* *avant* *de* *faire* *leurs* *achats* *ailleurs*.

Par le Télégraphe.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE

NOUVELLES D'EUROPE.

Halifax, 10 juillet.— Le steamer *Canada*, parti de Liverpool le samedi 29 juin, à midi, et de Queenstown le 30 au soir, est arrivé ici, en route pour Boston.

Liverpool, 30 juin.— Les ventes de coton hier ont été de 15,000 balles, dont 3,000 pour la spéculation et l'exportation, le marché fermant à cette plaine et avec une tendance à la baisse.

Londres, 29 juin.—Les bons ordinaires M. Orléans ont à 111 fr.; et le bas à 105. Les ventes de la semaine ont été de 2000 balles. Le marché est resté et à une tendance à la baisse. Le stock est de 316,000 balles.

Londres.—Le nouveau lord chancelier a pris son siége sous le titre de Lord Westbury.

Les commandants des escadres anglaises ont l'ordre de ne pas reconnaître le blocus des ports de la Nouvelle-Grenade.

La guerre en Virginie.

Cincinnati, 10 juillet — F. Jennings Wise a quelques très compagnies fédérales à Glenville.

On n'a pas reçu de dépêches du général Mc Clellan depuis dimanche à midi, époque à laquelle il s'avançait vers Beverly. Il s'attendait à une attaque avant d'atteindre cette place.

Baltimore, 10 juillet.— Le bruit court de nouveau que l'armée de Patterson a été assaillie. Secondaire qu'ils méritent et nous ne partageons pas la susceptibilité qu'ont montrée au sujet des lettres de ce voyageur quelques-uns de nos confrères. Sous le rapport de la véracité de ses correspondances, la presse américaine n'est pas, en général, mieux partagée que la presse anglaise, et des erreurs d'observation presque inévitables ne sont pardonnées par une valeur antipathie pour jeter feu et flammes à propos d'appréciations qui n'ont qu'une valeur toute individuelle.

La discussion entre le représentant de la Grande Bretagne et le gouverneur de la Louisiane présente, au contraire, un caractère officiel qui donne aux faits sur lesquels elle est assise de gravité pour que le public n'en professe pas que conséquemment la presse en fasse l'objet de ses observations.

La question soulevée est de savoir s'il y a ou des hommes pressés au service des Etats Confédérés, et dans quelle proportion ont eu lieu ces enrôlements forcés, puis subséquemment quel a été le rôle des autorités de l'Etat et de la ville dans ces affaires. Nous dirons aussi la vérité sur les faits à leur apparition véritable que démontrent les enrôlements forcés à la Nouvelle-Orléans n'ont été que des cas toute-à-fait exceptionnels, et que jusque à ces faits chaque fois qu'une plainte a été portée.

Au début de la guerre, nous avons signalé l'absurdité du système suivi pour les enrôlements et qui est d'ailleurs le même au Nord qu'au Sud. Tout individu qui quelque argent est admis à lever une compagnie, un bataillon ou un régiment obtenait sans peine, quelquefois au moyen de, depuis la compagnie franche ou des soldats. Les enrôlements opérés sur la corporation, les élections ont lieu pour la forme et le bataillon ou le régiment est admis à service. Il y a eu, sans aucun doute, de grands dévouements et de grands sacrifices accomplis par de sincères patriotes dans la levée et l'équipement des corps de volontaires et nous rendrons cette justice aux officiers supérieurs de nos régiments qu'ils sont au-dessus de tout soupçon de connivence dans les quelques faits qui ont donné lieu à des réclamations. Mais faute de contrôle et de jugement des enrôlés sur les officiers mêmes, il est arrivé que les élus contre désignés par des officiers supérieurs ont été nommés et que de deux compagnies de premier choix il n'en a été formé qu'une. Des plaintes qui viennent d'avoir un retentissement fâcheux.

Sur six à sept mille hommes qu'a fournis la ville de la Nouvelle Orléans le conseil anglais signale une soixantaine de cas d'enrôlements forcés. En y regardant une commune que la proportion serait assurément insignifiante, et c'est justement à cause de cela que les auteurs de ces abus, gênés d'autant plus reprehensibles. C'est fournir gratuitement un argument aux ennemis du Sud sans aucun profit pour nous. On ne masquera pas au Nord d'exagérer les faits et il se trouvera des écrivains pour avancer que l'armée du Sud n'est composée que de hommes forcés. Nous pouvons donc aussi dédaigner ces calomnies, mais ceux qui ont fourni le prétexte méritent un blâme sévère et une punition exemplaire.

Il est d'ailleurs que un système de propre qui n'est qu'une imitation de ce qui se pratique en Angleterre, n'ait justement donné lieu à la réclamation que de la part du consul anglais. Il a été obligé de reconnaître lui-même que dans beaucoup de ces réclamations n'étaient pas fondées, qu'elles provenaient de gens qui s'étaient enrôlés pour trouver une prime et qu'ensuite, au moment du départ après s'être fait nourrir pendant un ou deux mois, à vouloir leur qualité de sujets anglais pour se faire libérer. Dans des cas pareils il est beaucoup mieux valu que les officiers tirassent la bonne conscience qu'un prince pour les faire juger sur le chef d'escroquerie que d'employer la force pour les retenir. Il les enrôlements pour devenir définitifs eussent dû être signés devant un agent responsable de l'autorité, à la mairie par exemple, ou eût évité ces incidents regrettables.

Quoiqu'il en soit, en retirant des rangs indignés par le conseil Mure tous ceux qui avaient signé leurs engagements par cupidité ou dans un moment d'ivresse, on voit que les faits de violence, se bornent peut-être à une douzaine.

La proclamation du gouverneur Moore et la vigilance de la police ont promptement mis fin à ces actes de violence. Le gouverneur a déclaré qu'il refuserait d'accepter un service toute cette pagaïe contre laquelle des citoyens de cette contrée auraient été établies. D'un autre côté il a rappelé au conseil Mure et au public que les recruteurs n'auraient aucune autorité militaire ou civile pouvaient être poursuivis par les voies ordinaires pour usurpation de fonctions et arrestation illégale, et que les gênes qui s'appliquent à ce dernier délit sont assez graves pour faire réfléchir ceux qui se livrent aux pratiques criminelles de l'enrôlement forcé.

Nous avons été heureux d'apprendre que M. Mure avait rendu pleine justice aux intentions du gouverneur et que, dans ses communications à son gouvernement, il n'avait exprimé aucun doute sur le bon vouloir des autorités de la Louisiane à réprimer les abus dont les sujets anglais pourraient être victimes. M. Mure n'aurait même pas eu recours à la publicité si on eût réglement ouvert sur les plaintes et si on eût répondu à juste titre au premier mécontentement par un moyen légal, de lequel les compagnies franques ou des soldats-bri. Les enrôlements opérés sur la corporation, les élections ont lieu pour la forme et le bataillon ou le régiment est admis à service. Il y a eu, sans aucun doute, de grands dévouements et de grands sacrifices accomplis par de sincères patriotes dans la levée et l'équipement des corps de volontaires et nous rendrons cette justice aux officiers supérieurs de nos régiments qu'ils sont au-dessus de tout soupçon de connivence dans les quelques faits qui ont donné lieu à des réclamations. Mais faute de contrôle et de jugement des enrôlés sur les officiers mêmes, il est arrivé que les élus contre désignés par des officiers supérieurs ont été nommés et que de deux compagnies de premier choix il n'en a été formé qu'une. Des plaintes qui viennent d'avoir un retentissement fâcheux.

Sur six à sept mille hommes qu'a fournis la ville de la Nouvelle Orléans le consul anglais signale une soixantaine de cas d'enrôlements forcés. En y regardant une commune que la proportion serait assurément insignifiante, et c'est justement à cause de cela que les auteurs de ces abus, gênés d'autant plus reprehensibles. C'est fournir gratuitement un argument aux ennemis du Sud sans aucun profit pour nous. On ne masquera pas au Nord d'exagérer les faits et il se trouvera des écrivains pour avancer que l'armée du Sud n'est composée que de hommes forcés. Nous pouvons donc aussi dédaigner ces calomnies, mais ceux qui ont fourni le prétexte méritent un blâme sévère et une punition exemplaire.

Il est d'ailleurs que un système de propre qui n'est qu'une imitation de ce qui se pratique en Angleterre, n'ait justement donné lieu à la réclamation que de la part du consul anglais. Il a été obligé de reconnaître lui-même que dans beaucoup de ces réclamations n'étaient pas fondées, qu'elles provenaient de gens qui s'étaient enrôlés pour trouver une prime et qu'ensuite, au moment du départ après s'être fait nourrir pendant un ou deux mois, à vouloir leur qualité de sujets anglais pour se faire libérer. Dans des cas pareils il est beaucoup mieux valu que les officiers tirassent la bonne conscience qu'un prince pour les faire juger sur le chef d'escroquerie que d'employer la force pour les retenir. Il les enrôlements pour devenir définitifs eussent dû être signés devant un agent responsable de l'autorité, à la mairie par exemple, ou eût évité ces incidents regrettables.

Quoiqu'il en soit, en retirant des rangs indignés par le conseil Mure tous ceux qui avaient signé leurs engagements par cupidité ou dans un moment d'ivresse, on voit que les faits de violence, se bornent peut-être à une douzaine.

La proclamation du gouverneur Moore et la vigilance de la police ont promptement mis fin à ces actes de violence. Le gouverneur a déclaré qu'il refuserait d'accepter un service toute cette pagaïe contre laquelle des citoyens de cette contrée auraient été établies. D'un autre côté il a rappelé au conseil Mure et au public que les recruteurs n'auraient aucune autorité militaire ou civile pouvaient être poursuivis par les voies ordinaires pour usurpation de fonctions et arrestation illégale, et que les gênes qui s'appliquent à ce dernier délit sont assez graves pour faire réfléchir ceux qui se livrent aux pratiques criminelles de l'enrôlement forcé.

Nous avons été heureux d'apprendre que M. Mure avait rendu pleine justice aux intentions du gouverneur et que, dans ses communications à son gouvernement, il n'avait exprimé aucun doute sur le bon vouloir des autorités de la Louisiane à réprimer les abus dont les sujets anglais pourraient être victimes. M. Mure n'aurait même pas eu recours à la publicité si on eût réglement ouvert sur les plaintes et si on eût répondu à juste titre au premier mécontentement par un moyen légal, de lequel les compagnies franques ou des soldats-bri.

Congrès des Etats-Unis.

Washington, 10 juillet.—Aujourd'hui dans la Chambre le bill de l'emprunt a été passé, cinq membres seulement ayant voté contre.

Le sénat a passé le bill qui abolit les droits sur les armes.

A la Chambre le bill de cession de Washington a été adopté. Dix membres seulement ont voté contre. MM. Burnett, Hardin, Norton, Pendleton, Reed, Robinson, Vallandigham, Voorhees, Wadsworth et Wood.

Nouvelles diverses.

Cincinnati, 10 juillet.—F. H. Stanton, ancien membre du Congrès pour le district de Nashville, Tenn., est en route de Kansas pour Washington. Il a été nommé ministre de Kansas à la place de Lane, nommé général.

Boston, 10 juillet.—La femme de professeur Longfellow a été foudroyant brûlée aujourd'hui. Son mari en voulant la sauver s'est fait de cruelles brûlures.

Wheeling, 10 juillet.—La pseudo-législature virginienne a passé une résolution par laquelle elle requiert ses membres d'envoyer le journal le Congrès fédéral de voter des subsides pour nommer et en argent et de s'opposer à tout compromis jusqu'à ce que la *rébellion* soit abattue.

Washington, 11 juillet. — Le service des malles entre le centre et l'ouest, Tennessee a été discontinué.

Louisville, 11 juillet.—Le cour, dans l'affaire du chemin de fer, a décidé contre M.M. Brady et Guthrie. Dimanche à midi, époque à laquelle il s'avançait vers Beverly. Il s'attendait à une attaque avant d'atteindre cette place.

Baltimore, 10 juillet.— Le bruit court de nouveau que l'armée de Patterson a été assaillie. Secondaire qu'ils méritent et nous ne partageons pas la susceptibilité qu'ont montrée au sujet des lettres de ce voyageur quelques-uns de nos confrères. Sous le rapport de la véracité de ses correspondances, la presse américaine n'est pas, en général, mieux partagée que la presse anglaise, et des erreurs d'observation presque inévitables ne sont pardonnées par une valeur antipathie pour jeter feu et flammes à propos d'appréciations qui n'ont qu'une valeur toute individuelle.

La discussion entre le représentant de la Grande Bretagne et le gouverneur de la Louisiane présente, au contraire, un caractère officiel qui donne aux faits sur lesquels elle est assise de gravité pour que le public n'en professe pas que conséquemment la presse en fasse l'objet de ses observations.

La question soulevée est de savoir s'il y a ou des hommes pressés au service des Etats Confédérés, et dans quelle proportion ont eu lieu ces enrôlements forcés, puis subséquemment quel a été le rôle des autorités de l'Etat et de la ville dans ces affaires. Nous dirons aussi la vérité sur les faits à leur apparition véritable que démontrent les enrôlements forcés à la Nouvelle-Orléans n'ont été que des cas toute-à-fait exceptionnels, et que jusque à ces faits chaque fois qu'une plainte a été portée.

Au début de la guerre, nous avons signalé l'absurdité du système suivi pour les enrôlements et qui est d'ailleurs le même au Nord qu'au Sud. Tout individu qui quelque argent est admis à lever une compagnie, un bataillon ou un régiment obtenait sans peine, quelquefois au moyen de, depuis la compagnie franques ou des soldats-bri. Les enrôlements opérés sur la corporation, les élections ont lieu pour la forme et le bataillon ou le régiment est admis à service. Il y a eu, sans aucun doute, de grands dévouements et de grands sacrifices accomplis par de sincères patriotes dans la levée et l'équipement des corps de volontaires et nous rendrons cette justice aux officiers supérieurs de nos régiments qu'ils sont au-dessus de tout soupçon de connivence dans les quelques faits qui ont donné lieu à des réclamations. Mais faute de contrôle et de jugement des enrôlés sur les officiers mêmes, il est arrivé que les élus contre désignés par des officiers supérieurs ont été nommés et que de deux compagnies de premier choix il n'en a été formé qu'une. Des plaintes qui viennent d'avoir un retentissement fâcheux.

Sur six à sept mille hommes qu'a fournis la ville de la Nouvelle Orléans le consul anglais signale une soixantaine de cas d'enrôlements forcés. En y regardant une commune que la proportion serait assurément insignifiante, et c'est justement à cause de cela que les auteurs de ces abus, gênés d'autant plus reprehensibles. C'est fournir gratuitement un argument aux ennemis du Sud sans aucun profit pour nous. On ne masquera pas au Nord d'exagérer les faits et il se trouvera des écrivains pour avancer que l'armée du Sud n'est composée que de hommes forcés. Nous pouvons donc aussi dédaigner ces calomnies, mais ceux qui ont fourni le prétexte méritent un blâme sévère et une punition exemplaire.

Il est d'ailleurs que un système de propre qui n'est qu'une imitation de ce qui se pratique en Angleterre, n'ait justement donné lieu à la réclamation que de la part du consul anglais. Il a été obligé de reconnaître lui-même que dans beaucoup de ces réclamations n'étaient pas fondées, qu'elles provenaient de gens qui s'étaient enrôlés pour trouver une prime et qu'ensuite, au moment du départ après s'être fait nourrir pendant un ou deux mois, à vouloir leur qualité de sujets anglais pour se faire libérer. Dans des cas pareils il est beaucoup mieux valu que les officiers tirassent la bonne conscience qu'un prince pour les faire juger sur le chef d'escroquerie que d'employer la force pour les retenir. Il les enrôlements pour devenir définitifs eussent dû être signés devant un agent responsable de l'autorité, à la mairie par exemple, ou eût évité ces incidents regrettables.

Quoiqu'il en soit, en retirant des rangs indignés par le conseil Mure tous ceux qui avaient signé leurs engagements par cupidité ou dans un moment d'ivresse, on voit que les faits de violence, se bornent peut-être à une douzaine.

La proclamation du gouverneur Moore et la vigilance de la police ont promptement mis fin à ces actes de violence. Le gouverneur a déclaré qu'il refuserait d'accepter un service toute cette pagaïe contre laquelle des citoyens de cette contrée auraient été établies. D'un autre côté il a rappelé au conseil Mure et au public que les recruteurs n'auraient aucune autorité militaire ou civile pouvaient être poursuivis par les voies ordinaires pour usurpation de fonctions et arrestation illégale, et que les gênes qui s'appliquent à ce dernier délit sont assez graves pour faire réfléchir ceux qui se livrent aux pratiques criminelles de l'enrôlement forcé.

Nous avons été heureux d'apprendre que M. Mure avait rendu pleine justice aux intentions du gouverneur et que, dans ses communications à son gouvernement, il n'avait exprimé aucun doute sur le bon vouloir des autorités de la Louisiane à réprimer les abus dont les sujets anglais pourraient être victimes. M. Mure n'aurait même pas eu recours à la publicité si on eût réglement ouvert sur les plaintes et si on eût répondu à juste titre au premier mécontentement par un moyen légal, de lequel les compagnies franques ou des soldats-bri.

Le commencement de la fin approche.

Le capitaine Ara, et les gardes de Ouest Augustin de Sainte étaient en plus forts de la bataille. Il n'y a eu que deux de nos hommes de tués et huit ou dix de blessés dans la compagnie d'Ara. La perte de l'ennemi est très seulement à 466 évaluée entre 100 et 150. Une compagnie de fédéraux détachée de corps principal a été cernée par nos compagnies de cavalerie. Quatre-vingts prisonniers ont été amenés ici à la garde. Il est déclaré ne rien engagée que pour trois mois et à condition de ne pas passer la rivière. Après l'engagement le colonel Jackson avec sa brigade s'est retiré à deux milles au Sud de Martinsburg. Mardi soir le général Johnston avec toutes les forces campées autour de Winchester s'est porté à son secours.

Depuis que nous avions écrites qui précède, on nous a appris que 22 autres prisonniers, y compris un lieutenant-colonel, un capitaine et un lieutenant ont été capturés et sont arrivés ici. On nous croit des Pennsylvaniens.

Les fédéraux ont occupé Martinsburg et leurs forces sont évaluées de 15 à 18,000 hommes. Le général Johnston est à Darkesville à cent milles de Martinsburg et il se prépare à avancer. Il a 12,000 hommes sous ses ordres. La milice du comté a été appelée sous les armes et on attend un renfort de ce côté aussi tôt que possible.

Le bruit court que le colonel Smith et cinquante hommes ont été faits prisonniers.

Prise d'une compagnie de cafés.

Fort Monroe, 11 juillet.—La corvette des Etats-Unis "Quaker City" s'amarré "Fancy Wagwick," avec cinq mille sacs de café appartenant presque tous à des personnes de Richmond.

Condamnés des hommes de Millwaukie.

Milwaukie, 11 juillet.—Le magasin et les bureaux de cette ville ont payé hier. Beaucoup mille piastres en or, pour avoir fait feu sur leurs concitoyens dans les émeutes.

Suppression des Télégraphistes.

Louisville, 11 juillet.—L'insertion de dépêches télégraphiques du général Scott a empêché la transmission de la dépêche de M. Cameron *Inquirer*. Cela est fâcheux, car c'était le seul document digne de quelques lecteurs de Cincinnati.

La *Cincinnati Commercial* de ce soir contient ce qui suit :

Il est doux, après la lecture des paragraphes pleurnicheurs dont les colonnes du *Cincinnati Enquirer* sont remplies, d'ouvrir le journal le *Philadelphia Democrat*, et d'observer comment les éditeurs de cette feuille se placent vis-à-vis le gouvernement.

Le *Pittsburgh Journal* de ce matin contient ce qui suit :

Le *Courier* appelle quelques hommes du général Keenan des "vieux à cheveux gris." Ces durs à cuire sont pour la plupart dans la force de leur âge. Beaucoup figurent souvent soixant dans les annales des dames que sur les champs de bataille.

Le grand télégraphique du Sud rapporte que le général Keenan des "pauvres chatons." L'opération est en pour s'exécuter.

Baltimore, 11 juillet.— Un piquet envoyé en reconnaissance, n'étant averti trop près des lignes fédérales, a essuyé des décharges ; un homme a été tué et deux ont été blessés.

Les reconnaissances, pendant les deux derniers jours, ont été engagées. Les méridionaux sont dans des tranchées très fortifiées. S'ils font une sortie définitive, il en résultera une grave partie d'horreur. Le général McClellan doit les attaquer demain.

Souscription pour élever un monument à la mémoire du colonel Dreux.—Mesures prises par plusieurs personnes qui prie l'ici, d'autres d'ouvrir une souscription à une plaque, dans le but d'élever un monument à la mémoire de braves et regrettable Charles Dreux, dont le corps est actuellement pour être inhumé dans un des cimetières de la ville. Chacun voudra participer à ce triste pour rendre un hommage mérité à la bravoure qui caractérise de ce jeune et valeureux officier tué mort à la frontière en combattant pour la défense du pays.

Des listes de souscription sont déposées dans les bureaux des Compagnies d'assurances qui suivent :

L'Union, Cie des Marchands, Cie de la Louisiane, Cie de la Nouvelle Orléans, Cie des Citoyens.

Détails sur la mort du colonel Dreux.

Le Richmond *Enquirer*, du 8, donne les détails suivants sur cette mort regrettable.

Vendredi matin, 5 courant, au point du jour, une reconnaissance en force entre les cavaliers de la 1re et la 2e compagnie de la légion du colonel Dreux, et une troupe ennemie de la même force. Dreux avait pensé son bonheur le long d'une route par laquelle l'ennemi s'avançait. Comme il s'approchait de l'ennemi, il fut tué d'une balle au cœur. Il tomba de cheval et mourut presque immédiatement. Le lieutenant-colonel Dreux, en me trouvant à la même force,